

Communiqué

Solidarité avec les militantEs antifascistes inculpéEs

Une répression terrible s'abat sur dix militantEs antifascistes, interpelléEs à Paris dans la soirée du 8 mars alors qu'ils et elles collaient des affiches contre la tenue des « Assises de la nationalité, de la citoyenneté et de l'identité », organisées par le Bloc identitaire, groupe aux idées racistes revendiquées. Pour de simples affiches, ces militantEs ont été gardéEs à vue 48h, avant d'être déféréEs samedi soir au parquet de Paris en ayant fait un passage à la section antiterroriste de la brigade criminelle !! Au total ce sont plus de 60h qu'ils et elles ont passées dans les locaux de la police puis de la justice.

Rien dans les actes ni dans l'attitude des militantEs ne justifiait cette garde à vue et ce déferrement.

Grâce à la mobilisation des organisations, réseaux et sympathisantEs antifascistes, ils et elles ont été libéréEs ce dimanche avec des procès verbaux signifiant des inculpations pour participation à un groupe formé en vue de la préparation de violences contre les personnes ou des destructions pour dégradation de biens.

Cela leur vaut d'être convoquéEs pour être jugéEs devant la 29e chambre du Tribunal de grande instance de Paris le 7 mai 2012.

Aussi nous dénonçons ici une répression purement politique.

Une surenchère répressive sur les militantEs antifascistes

Nous dénonçons une véritable stratégie d'intimidation menée par la Justice.

A chacune des apparitions publiques des organisations antifascistes, que ce soit face aux catholiques intégristes ou aux divers néo-nazis adeptes du « saucisson-pinard », les ordres du pouvoir sont clairs : la police protège systématiquement l'extrême droite.

Les organisations engagées dans le combat contre l'extrême droite tentent ni plus ni moins d'alerter l'opinion contre la banalisation du racisme et des idées d'extrême droite, et de s'opposer à leurs représentants de tous poils.

Nous dénonçons une criminalisation croissante de ce combat.

Une Justice à deux vitesses

Rappelons qu'il y a à peine trois mois, deux membres de la mouvance catholique intégriste ont été arrêtés au théâtre du Rond-Point, alors qu'ils s'apprêtaient à en détruire le système de sécurité. Ces deux-là n'ont écopé que d'une dizaine d'heures de garde à vue et d'un banal rappel à la loi, avant de repartir... tranquilles. Une différence de traitement aussi criante manifeste clairement la propension du pouvoir et de sa police à « couvrir » des groupuscules violents et liberticides. Sans oublier la couverture de la justice dont bénéficient des ministres en poste lors de leurs « dérapages » tout à fait contrôlés à l'encontre des immigré-e-s ou lorsqu'ils affirment qu'il existe une inégalité de valeur entre, ce qu'ils appellent, les « civilisations »...

Nous dénonçons donc un pouvoir qui encourage les expressions d'intolérance, de conservatisme et de racisme, et qui défend ceux qui les répandent.

Une indulgence coupable

Si le gouvernement les protège, c'est que les fascistes lui sont très utiles : d'abord ils diffusent efficacement ses idées, désignant les mêmes boucs-émissaires (étranger-e-s, musulman-e-s, chômeurs-ses, et combien d'autres encore), popularisant les mêmes solutions radicales qui consistent à stigmatiser et exclure. Mais en plus, ils sont un ennemi majeur pour le mouvement social, à qui ils font barrage par leurs attaques, leur propagande et leurs provocations.

Nous ne supporterons pas plus longtemps une situation où les fascistes ont les mains libres tandis que l'on enferme ceux et celles qui les dénoncent et organisent la mobilisation et une riposte militante face à eux.

Nous interpellons la population sur la répression éhontée qui sévit sur le mouvement antifasciste en particulier et sur le mouvement social en général.

Nous exigeons que les poursuites à l'encontre des 10 militant-e-s antifascistes soient abandonnées et appelons à la mobilisation de toutEs en solidarité.

Premiers signataires : Alternative libertaire, Les Alternatifs, Ras l'Front Marne la Vallée, Emancipation tendance intersyndicale, CNT Etpreci 75, CNT Santé social, UD CNT 95, Section carrément anti Le Pen (SCALP), Fédération Total respect / Tjenbé réd (Fédération de lutte contre les racismes, les homophobies et le sida), SUD Culture Solidaires, Action antifasciste Paris banlieue (AFA), Christianisme social, Solidaires Paris, Nouveau parti anticapitaliste, SUD Etudiant.